



APERÇU GÉNÉRAL

En novembre 2023, la République Démocratique du Congo connaît le début d'une période très politique, marquée par les élections présidentielles, législatives nationales, provinciales et communales prévues le 20 décembre.

La campagne électorale a été lancée le 19 novembre en pleine situation sécuritaire et de protection préoccupantes dans l'Est du pays et une persistance d'insécurité dans les provinces de Mai-Ndombe, Kwango, Kwilu.

Les faits marquants ci-après ont été notés au cours de la période sous revue :

- Poursuite des combats dans le **Nord Kivu** provoquant de nombreux abus, des représailles contre des civils et des déplacements massifs. Il y a ainsi eu dans le **Petit Nord Kivu**, une concentration des affrontements dans les villages qui surplombent les cités de Sake et Mushaki (territoire de Masisi) ; dans la partie sud, les affrontements entre le M23, d'autres groupes armés et les FARDC se sont intensifiés dans plusieurs villages jadis sous contrôle des militaires de la Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (EACRF) ; dans le territoire de Rutshuru, on a noté également la poursuite des affrontements après le renforcement des effectifs des acteurs armés dans le territoire de Nyiragongo.
- Dans le **Grand Nord Kivu**, la période a été caractérisée par le déploiement des militaires des zones de santé de Kamango et Oicha des Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) vers la Province de l'Ituri, créant un vide sécuritaire temporaire qui pourrait être comblé par des groupes armés. On y note la poursuite des embuscades et des attaques ADF dans les zones de santé d'Oicha, Kamango et Mutwanga, dont une attaque ADF de grande envergure dans le village de Kitshanga (Beni), ainsi qu'une persistance des barrières illégales et campements de groupes armés présumés auteurs d'abus lors de perceptions de taxes (Lubero).

- Au **Sud Kivu**, une baisse importante des cas de violations des droits de l'homme a été appréciée par rapport aux quatre derniers mois, mais la situation de protection s'est caractérisée par, entre autres, des restrictions d'accès à l'aide humanitaire par des acteurs armés non étatiques (deux attaques enregistrées contre des humanitaires dans le territoire de Fizi), des attaques par des éléments de groupes armés contre des exploitants miniers (territoire de Shabunda), des résurgences d'un conflit intercommunautaire (territoire d'Uvira) ainsi que l'exposition des Hauts et Moyens plateaux et la partie littorale du territoire (Minova et ses environs) à des risques de protection en lien avec la crise du M23 dans le Nord Kivu. Des mouvements importants de déplacements de PDI en provenance de la province du Nord-Kivu, continuent d'être enregistrés dans la partie nord du Sud-Kivu, en territoire de Kalehe et zone de santé de MINOVA.
- La situation de protection et de sécurité est restée inquiétante sur l'ensemble de la province **de l'Ituri** et à Faradje dans la province du **Haut-Uélé**. Des présumés éléments des groupes armés (CODECO, Zaïre, AND FRPI, FPIC, ADF et des bandits armés) ont été cités comme auteurs de multiples violations et atteintes aux droits humains au cours des attaques et embuscades contre les civils¹.
- Dans la province du **Tanganyika**, les groupes *Mai-Mai Biloze Bishambuke* et des *Mai-Mai Apa na Pale* sont restés actifs dans les axes Bendera et Kabimba y compris également l'axe Kalemie-Nyunzu.
- Dans les **provinces du Kasai, Kasai-Central et Kasai-Oriental**, les conflits intercommunautaires, conflits liés à l'exploitation des forêts et d'actes de banditisme se poursuivent.
- Les incursions des miliciens Mobondo et leurs affrontements avec les agents des forces de l'ordre et de sécurité (FARDC) ont continué pendant le mois de novembre dans les provinces du **Kwango, Kwilu et Mai-Ndombe**.

¹ [Rapport mensuel de monitoring de protection ITURI et HAUT-UELE | Novembre 2023](#)





- Les acteurs du monitoring de protection ont rapporté environ **12,178** violations et incidents de protection en novembre 2023, soit une baisse de **20%** par rapport au mois d'octobre avec **17,157** violations et incidents. Parmi ces violations, il y a au moins **366** homicides, **2,654** victimes de coups et blessures, **411** victimes de torture et traitements inhumains, **651** enlèvements/disparitions, **794** travaux forcés, **492** allégations viols et **335** allégations de violations 1612. Les violations et abus rapportés en novembre concernent **21,717** victimes, dont **5,668** femmes, **13,749** hommes et **2,300** enfants.
- De janvier à novembre 2023, environ **104,991** allégations de violations et abus ont été rapportés.

	1,175 Cas de VBG
	335 Violations aux droits de l'enfant y compris des allégations 1612 rapportés aux mécanismes MRM
	8.908 Violations du droit à l'intégrité physique
	2,970 Violation du droit à la liberté
	7,894 Cas de violation du droit à la propriété (extorsion des biens, incendies, taxes illégales, pillages)

RECOMMANDATIONS

- Plaidoyer pour accélérer la mise en application effective du Programme de Désarmement, Démobilisation, Relèvement Communautaire et Stabilisation (PDDRC-S) (*Cluster Protection*) ;
- Renforcer la protection et la sécurité des civils en particulier des femmes dans des villages et le long des chemins menant vers les sources d'approvisionnement locales (*Cluster Protection et GTMP*) ;
- Plaidoyer auprès des autorités pour le déploiement des effectifs militaires dans les zones à faible couverture sécuritaires (*Cluster Protection*) ;
- Plaidoyer pour la mobilisation des fonds nécessaires en vue de permettre aux acteurs humanitaires de prendre en charge les questions de logement, terre et propriété dans le contexte de la crise (*COHP/LTP*) ;
- Poursuivre le renforcement des plaidoyers pour le respect du Droit International Humanitaire dans les zones concernées par les violations graves aux droits de l'homme afin d'épargner les civils au conflit armé (*BCNUDH*).





PROVINCES DE L'ITURI ET DU HAUT UELE (Faradje)

Territoires	Violations et abus des droits					Total	%
	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	VBG	Violations graves des droits de l'enfant (rés. 1612)		
							
Aru	40	36	2	15	0	93	3
Djugu	240	451	148	77	3	919	28
Faradje	26	150	2	9	0	187	6
Irumu	71	276	288	70	2	707	22
Mahagi	216	475	467	42	2	1202	37
Mambasa	37	38	47	6	3	131	4
TOTAL	630	1426	954	219	10	3 239	100

Tableau présentant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection² en Ituri

- En novembre 2023, **3 239 violations et abus** des droits humains et autres incidents de protection et abus pour **7 332 victimes (4 597 hommes, 2 361 femmes, 374 enfants)** ont été documentés par les acteurs du monitoring de protection dans les territoires de la province de l'Ituri (dont Mahagi, Djugu, Irumu), ainsi qu'à Faradje dans la province du Haut Uélé. Ces chiffres représentant une **augmentation de 12.46 %** comparativement au mois d'octobre 2023 avec **2 880 violations**.
- Depuis janvier, environ **62 606 personnes** ont été victimes de violations dont **22,455 femmes, 37,270 hommes et 2 881 enfants**.

MAHAGI

- 1202 violations** représentant 37 % des cas rapportés dans la province et Faradje, et une augmentation de 273 cas par rapport au mois précédent avec 929 cas. Cette augmentation pourrait résulter des attaques et embuscades assorties de meurtres, de pillages, d'incendies

² SAR - Système d'Analyses et Réponses UNHCR

et de travaux forcés principalement dans la zone de santé d'Angumu et Kambala attribuée aux présumés éléments de la CODECO/URDPC.

En outre, la faible présence des militaires des forces armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) aurait encouragé des présumés auteurs à perpétrer des attaques contre les civils en toute quiétude dans les deux zones de santé touchées.

- A titre illustratif, selon des sources locales, le 11 novembre, dans la zone de santé de Kambala, près de 309 personnes retournées, dont 120 femmes, ont été contraints à la construction des cases dans la localité de Gotsi. Le 18 novembre, près de 759 personnes retournées, dont plus de 300 femmes, ont été forcées à des travaux de construction de cases pour le compte d'un groupe armé non étatique dans un campement dans la localité d'Azimine (toujours en zone de santé de Kambala).

Le 12 novembre, une incursion des présumés éléments de CODECO/URDPC dans la localité Zengo (Zone de Santé de Kambala) a entraîné le décès d'une personne retournée, coups et blessures sur une personne, pillage des biens et le déplacement de plus de 3 000 personnes qui ont fui vers plusieurs villages dans les zones de Santé de Rimba et Kambala, selon des acteurs de protection.

DJUGU

- Avec **919 violations** représentant **28%** des cas rapportés dans la province de l'Ituri et Faradje, le territoire de Djugu a enregistré le plus grand nombre de violations des droits humains après celui de Mahagi, et une augmentation de **61 cas** par rapport au mois d'octobre 2023 (**858 cas**).

Des présumés éléments de l'Union des Révolutionnaires pour la Défense du Peuple Congolais de la Coopérative pour le Développement du Congo (CODECO/URDPC) et du ZAÏRE continueraient de porter atteintes aux droits des civils dans le territoire.

Il a été rapporté que des éléments armés de ces deux groupes armés auraient tendu 16 embuscades contre les civils en novembre 2023 : onze commises par ceux de la CODECO/URDPC et cinq par ceux du Zaïre. En outre, ces présumés auteurs auraient été responsables des meurtres,





des coups et blessures, des pillages, d'enlèvements, des travaux forcés, d'arrestations arbitraires, des extorsions des biens, notamment dans les zones de santé de Drodoro, Jiba, Bambu, Linga et Rethy, où des cas de travaux forcés tels que la construction des abris dans les campements de présumés éléments armés de la CODECO/URDPC ont été rapportés.

A Mangala, Nizi, et Mongbwalu, des éléments du Zaïre seraient indexés comme auteurs des cas d'extorsions de biens et d'arrestations arbitraires.

A titre d'exemple, le 8 novembre, des affrontements entre l'armée congolaise et des groupes armés dans la localité de Libi (zone de santé de Rethy) ont fait deux civils tués et une cinquantaine de maisons incendiées. Comme conséquences, plus de 8 000 habitants de cette localité ont temporairement fui vers des localités environnantes, Noga et Sanduku, en zone de santé de Linga.

IRUMU

- **707 violations**, soit 22 % des cas, ont été enregistrées, soit une hausse de **6.47 % (43 cas)** par rapport au mois d'octobre 2023 durant lequel **664** cas avaient été documentés.
- L'augmentation de cas observée en novembre résulterait, d'une part, des incursions récurrentes attribuées aux combattants armés des ADF (zones de santé de Komanda et Boga principalement), et d'autre part, des éléments armés de la Force de Résistance Patriotique de l'Ituri (FRPI) et ceux de la Force Patriotique Intégrationniste du Congo (FPIC) qui auraient été auteurs de pillage, d'extorsions des biens, d'arrestations et de coups et blessures principalement dans les zones de santé de Nyakunde, Boga et Gety.
- A titre illustratif, des éléments armés des ADF auraient perpétré une incursion dans la localité de Mungamba, en zone de santé de Komanda le 12 novembre. Au cours de cette incursion, ces éléments armés auraient tué 04 personnes et blessé 03 hommes retournés.

En outre, le 17 novembre, dans la localité de Marabo (zone de santé de Nyakunde) des présumés éléments de la FPIC auraient obligé 127 retournés (41 femmes et 96 hommes) tous des commerçants de payer

une somme de 30.000 FC chacun avant d'exercer leurs activités dans cette zone.

FARADJE

- **187 violations et abus** représentant **6 %** des cas ont été documentés à Faradje en octobre 2023, avec une hausse de 59 cas en comparaison au mois précédent avec **128 violations et abus**. Cette hausse s'expliquerait par la réapparition des barrières sur les différents axes vers les localités où il existe plusieurs mouvements de réfugiés vers les champs pour des activités champêtres ainsi que vers l'axe conduisant au le marché frontalier de Libogo à PK-18. Des réfugiés seraient victimes d'extorsions à différents check-points.





PROVINCE DU NORD KIVU

Territoires	Violations et abus de droits						Total	%
	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	VBG	Violations graves des droits de l'enfant (rés. 1612)			
								
Luhero	113	91	75	8	5	292	10	
Masisi	215	225	310	113	69	932	31	
Nyiragongo	66	108	93	72	0	339	11	
Oïcha	242	352	157	9	14	774	26	
Rutshuru	167	174	136	33	21	531	18	
Autres (Goma, Walikale)	13	37	31	44	9	134	4	
TOTAL	816	987	802	279	118	3,002	100	

Tableau présentant les tendances de violations et abus des droits signalées par le monitoring de protection dans le Nord Kivu

- Environ **3,002 abus et violations des droits humains** ont été documentés par le monitoring de protection au cours de cette période. Ces chiffres représentant une légère diminution de 0.6 % comparativement au mois d'octobre 2023 avec 3,024 violations. Les territoires les plus affectés sont Masisi (avec 31% des cas), Beni/Oïcha (26% des cas), Rutshuru (18% des cas).
- S'agissant des violences basées sur le genre (VBG), 279 cas d'allégations ont été enregistrés, parmi lesquels 77,06 % sont des cas de viols : Masisi (113), Nyiragongo (72), Rutshuru (33), Goma (44), Oïcha (9), Luhero (8).
- En ce qui concerne les violations graves commises contre des enfants dans des situations de conflit armé, 118 cas ont été documentés, dont 30 cas de violences sexuelles, 24 cas de meurtres/mutilation d'enfants et 37 cas de recrutement, utilisation d'enfants et 23 enlèvements et 4 attaques contre des écoles/hôpitaux.

- Depuis janvier 2023, **58,300** personnes ont été touchées par ces violations dont **13,451** femmes, **27,481** hommes et **17,368** enfants.

MASISI

- Les combats entre le M23 et d'autres groupes armés et des forces des FARDC et de la EACRF ont entraîné des abus, des représailles contre des civils et des déplacements massifs. Au moins 15 affrontements ont été enregistrés en novembre, notamment dans les villages sur la route Kilolirwe-Kitshanga-Mweso ainsi que dans les villages surplombant la cité de Sake, qui sont passés sous contrôle du M23.
- Il a été signalé l'usage de différents types d'artillerie et armes lourdes par des parties au conflit et des projectiles lancés vers les zones habitées ont entraîné des victimes civiles et des destructions de maisons. L'intensification de l'utilisation d'artillerie risque d'augmenter les victimes civiles et la pollution par les engins explosifs.
- On note des abus liés aux affrontements et des déplacements massifs. Deux nouveaux sites spontanés se seraient formés à Bihambwe et Sake ; des PDIs ont été hébergées dans les sites et familles d'accueil.
- Au terme des affrontements entre le 20 et le 22 novembre 2023 dans les groupements de Bashali-Kaembe, Bashali Mukoto, on a enregistré 10 morts de civils, 40 maisons pillées, les déplacements d'environ 1 120 ménages retournés vers Sake, Mushaki et Shasha les 20 et 21 novembre ; le 22 novembre des déplacements d'environ 7 079 ménages, dont 1 607 ménages vers l'Hôpital Général de Référence de Mweso et 5 472 ménages vers différentes directions.
- Pour assurer leur survie, les PDIs sont obligées de fréquenter des champs dans les zones sous contrôle des acteurs armés non-étatiques, s'exposant ainsi à des violations de droits de l'homme.

RUTSHURU

- La partie sud du territoire a été particulièrement l'objet d'une intensification des affrontements entre le M23, d'autres groupes armés et les FARDC, notamment dans des villages qui étaient auparavant sous contrôle des militaires des EACRF.
- Le retrait des EACRF prévu en décembre 2023 créerait un vide sécuritaire qui augmente le risque de violence dans les groupements





Bishusha, Tongo, Bambu, la chefferie de Bwisha et la progression du M23 vers de nouvelles zones à l'exemple des groupements Kanyabayonga et Mutanda.

- Au cours des affrontements, il a été noté des abus, des victimes d'armes lourdes, des déplacements de ménages.

A titre illustratif, le 7 novembre, au cours des affrontements entre le M23 et une coalition des groupes armés auprès des positions du M23 à Bambo, des armes lourdes auraient été lancées. Au moins 5 personnes retournées auraient été tuées et 32 autres auraient été blessées par des projectiles tombés dans la cité de Bambu. De plus, un centre de santé et 9 maisons auraient été partiellement détruits par des projectiles. Ces affrontements ont entraîné le déplacement d'environ 607 ménages vers des familles d'accueil au Kirumba, Kibirizi et Kagando.

- En outre, des représailles contre des civils continuent d'être alléguées à ce groupe armé à Rutshuru. Un acteur armé continue d'assimiler des civils aux éléments des autres groupes armés rivaux ; le 25 novembre, 11 civils, dont 4 enfants, auraient été tués dans leurs champs au groupement Rugari.

NYIRAGONGO

- Plus de **3,242** ménages de PDI se sont installées dans les 21 centres collectifs du territoire de Nyiragongo respectivement dans les groupements de Munigi, Kibati et Buvira où aussi, ces PDI sont exposées à des expulsions du fait l'ouverture de cours qui se tiennent dans les écoles d'une part et d'autres part, du fait que certains de ces sites ou centres collectifs sont en voie d'être fermés par l'autorité provinciale. Ceci augmente la vulnérabilité des déplacés vivants dans ces différents sites.

En réponse à cette situation, le GTLTP, en coordination avec les Cluster Protection, CCCM, Abris et OCHA, a obtenu l'implication des autorités en instituant une commission ayant pour mission de chercher des espaces fonciers complémentaires pouvant accueillir des PDI exposées à des risques d'éviction. Ceci passe notamment par l'élargissement de l'entendue du site de Bushagara. Ce processus de négociation de terre se poursuit.

BENI

- Les embuscades et attaques des ADF se sont poursuivies dans le territoire de Beni au cours de la période sous revue, notamment dans les zones de santé d'Oicha, Kamango, Mutwanga et dans le village de Kitshanga où il y a eu une attaque d'envergure le 12 novembre. En effet, le 12 novembre, les éléments ADF ont mené une incursion à Kitshanga, au nord-est de Nobili. Lors de cette incursion, 42 civils dont 9 enfants auraient été tués par balles et par arme blanche. 2 officines pharmaceutiques, 3 boutiques et plus de 20 maisons auraient été pillées. Une dizaine de civils auraient été enlevés pour le transport des biens pillés dont 5 auraient réussi à s'échapper. Cette attaque aurait entraîné un déplacement massif d'environ 3,787 ménages des villages Kitchanga, Mampopiya, Bugando, Agone, Tingba, Mulopya et Gawa vers Nobili, N'sungu, Kahondo, Kamango, Kikura et d'autres vers l'Ouganda en passant par la rivière Lamia.





PROVINCE DU SUD KIVU

Violations et abus des droits								
Territoires	Droit à la liberté	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	Conflits fonciers	VBG	1612	Total	%
 Fizi	126	116	83	0	27	23	375	10
Kabambare	30	88	12	0	34	13	177	4
Kalehe	249	311	253	17	49	23	902	23
Mwenga	113	146	122	0	52	67	500	13
Shabunda	259	146	250	1	15	33	763	19
Uvira	60	205	147	4	35	27	378	10
Walungu	303	247	248	2	32	20	852	22
TOTAL	1 140	1 218	1 115	24	244	206	3 947	100

- Environ **3,947 violations et abus** des droits humains pour **5 716 victimes** ont été documentées dans les territoires des provinces du Sud Kivu et Maniema, respectivement à Kalehe, Walungu, Shabunda, Mwenga, Uvira, Fizi. Une diminution de **4 989 cas** est constatée (soit **environ 55%**) par rapport au mois de septembre 2023 avec **8 949 cas**.
- Parmi les raisons de la baisse considérable des incidents, il pourrait y avoir : Le redéploiement des éléments des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), dans les groupements de Bitale, Kalonge et dans les Hauts Plateaux de Numbi/Kalehe ; le renforcement de plusieurs positions des militaires des FARDC dans certaines zones telles que Point Zero et Tuwetuwe/Mwenga et des opérations des FARDC lancées contre trois factions d'un groupe armé à Walungu, empêchant le mouvement de ces factions armées vers les territoires de Shabunda et Mwenga.
- Depuis janvier 2023, **49 092** personnes ont été touchées par ces violations dont **10 204** femmes, **36 757** hommes et **2 121** enfants.

KALEHE

- **902** cas de violations des droits de l'homme ont été rapportés en novembre dans le territoire, soit 23% des cas documentés dans les provinces du Sud Kivu et du Maniema ce mois.
- Les cas de VBG sont en légère baisse (49 cas contre 57 cas en octobre 2023) mais ils restent parmi les plus élevés des deux provinces. Il y a toujours une récurrence des cas d'agression sexuelle dans les groupements de Bitale et Ziralo durant toute la période sous revue avec plusieurs incidents qui surviendraient généralement pendant que les victimes se rendaient aux champs et aux marchés. Il y a des risques d'augmentation de cas de VBG en décembre car des groupes armés seraient plus mobiles en attaquant des villages dans le but d'amasser des moyens pour les fêtes de fin d'année.
- Le retour de plusieurs éléments des groupes armés a été observé dans les groupements Bitale, Ziralo, Buzi et Kalima. Ces groupes armés proviendraient du Nord-Kivu où ils se seraient rendus pour appuyer les militaires des FARDC dans les opérations contre le M23.
- Certains abus notamment des cas de viol, d'enlèvement des civils et des pillages des biens seraient attribués aux éléments de ces groupes armés depuis leur arrivée dans les zones susmentionnées. Sept attaques attribuées aux hommes armés ont été rapportées dans ce territoire.

WALUNGU

- Dans le territoire **852** violations et abus des droits de l'homme ont été enregistrés en novembre 2023 contre **901 cas** en octobre 2023.
- Des cas de pillages des biens et des enlèvements des civils ont été rapportés dans les villages Lukigi, Lugongo et Matale. Ces abus sont les conséquences des attaques perpétrées par des éléments de différentes factions d'un groupe armé contre ces villages.
- Plusieurs attaques d'hommes et groupes armés ont été rapportées dans les villages Kachuba, Lukigi, Kasei, Tusani, Kikyo et Katoshila. Elles seraient favorisées par l'absence quasi permanente des forces de sécurité dans ces zones et la présence des mines, gage de leur ravitaillement en armes, munitions et denrées alimentaires.





SHABUNDA

- Dans le territoire **763** violations et abus des droits de l'homme ont été enregistrés en octobre 2023 contre **1 305 cas** en octobre 2023.
- Il a été constaté une augmentation des actes de violence attribués aux hommes et factions des groupes armés contre des civils dans des villages et dans certaines entités d'exploitation minière.
- Au moins 6 Attaques attribuées aux éléments d'une faction d'un groupe armé local ont successivement été conduites à Katela, Peluze, Bibunga, Kakamba, Nyabalube Kooze et villages environnants au cours de la période du 02 au 18 octobre 2023. Consécutivement à ces attaques, 08 femmes PDIs avaient été abusées sexuellement sur le chemin qui mène vers un champ, 06 hommes ont subi une bastonnade, des biens de ménages ont été pillés systématiquement. D'après les sources contactées près de 4,281 ménages avaient été forcés à se déplacer.
- Il a été rapporté des affrontements entre les militaires FARDC, et des éléments d'un groupe armé du 1 au 3 octobre, à Ilundu et Kalingi dans le secteur d'Itombwe. Consécutivement à ces affrontements, 105 ménages se seraient déplacés vers le village Mikenge.
- Du 1^{er} au 2 octobre 2023, certains éléments d'un groupe armé auraient successivement attaqué les villages Nyabalume, Kilamba, Pelouse et Kashilembo. 117 ménages se seraient déplacés vers Katundu, Kigalama et Ngando, plusieurs biens constitués du bétail auraient été pillés dans treize ménages, et quatre ponts auraient été détruits par ces hommes armés.
- A la fin du mois, le 26 octobre 2023, de violents affrontements entre groupes armés à Makutano, Bakura et Malingi, dans le groupement de Basimukindje 1^{er}, auraient forcé plus de 241 ménages au déplacement vers Tabunde, Mikenge et dans la brousse. Par crainte d'autres affrontements, les PDIs ne sont pas retournées dans leur lieu habituel de résidence. Leur présence sur les lieux de déplacement laisserait entrevoir le risque de recours à des stratégies négatives de survie pour les femmes et filles, des cas de vol dans le champ, et pourrait susciter des problèmes de cohabitation pacifique entre ces personnes déplacées internes et les communautés hôtes.

Parallèlement, certains de ces hommes armés sus évoqués auraient attaqué la structure médicale de Bakura, village du groupement de Basimunyaka, le 29 octobre 2023 dans le but de piller des intrants médicaux pour vraisemblablement soigner certains de leurs blessés.

D'autres attaques similaires attribuées aux éléments des groupes armés auraient été signalées à Kalingi et Makina le 31 octobre 2023.

UVIRA

- Dans le territoire **378** violations et abus des droits de l'homme ont été enregistrés en octobre 2023 contre **1 711 cas** en octobre 2023.
- La résurgence d'un conflit de pouvoir coutumier entre deux communautés locales au village Bwegera depuis le début du mois sous revue. Des leaders de ces deux communautés se réclameraient le droit de percevoir des taxes et autres redevances coutumières dans ce village. Les échauffourées opposant des membres de ces deux communautés ont eu comme bilan le meurtre de quatre civils et onze autres grièvement blessés. En outre, un bâtiment administratif a été détruit et des sources locales avaient indiqué le déplacement d'une centaine de ménages des villages Bwegera, Nyamirembe Ier et IIe, Kisozi et Murunga vers le village Luvungi.
- Par ailleurs, des hommes armés ont multiplié leurs attaques dans les Hauts et Moyens Plateaux, et dans la Plaine de la Ruzizi, affectant ainsi de nombreux cultivateurs et des éleveurs. A titre d'illustration, le 17 novembre 2023, des éléments d'un groupe armé auraient conduit une incursion à Kalonge, au sud-est d'Uvira. Ils ont pillé une vingtaine de vaches et divers biens. 157 ménages de Kitu, Gomba et Kagomba s'étaient déplacés vers les villages Katongo, Kigongo, Makobola I et II.





PROVINCE DU TANGANYIKA

Territoires	Violations du droit à la liberté	Violations du droit à la propriété	Violations du droit à l'intégrité physique	VBG	Conflits fonciers	Total
 KALEMIE	37	131	13	4	0	185
NYUNZU	18	73	34	10	14	149
TOTAL	55	204	47	14	14	334

En novembre 2023, la situation sécuritaire est restée relativement stable dans la province comparativement aux derniers mois. Ceci se reflète dans les cas de violations et abus rapportés. En effet, **334** violations et abus ont été rapportés en novembre, soit **565** violations en moins par rapport au mois d'octobre 2023 avec **899** violations et abus. Environ 89% des victimes de violations et abus sont des PDI's retournées.

Depuis janvier, au moins **40,613** personnes ont été victimes de violations et abus dans la province, dont **13,720** femmes, **13,552** hommes et **13,341** enfants.

KALEMIE

L'activisme des groupes armés affecte la protection des civils de la population à travers les impacts négatifs sur la vie de la population.

L'axe **Bendera** reste une zone en proie à l'insécurité due à l'activisme des groupes armés depuis plusieurs années. Malgré les opérations militaires contre les groupes armés et le déploiement d'une centaine de policiers, la situation reste particulièrement préoccupante notamment dans les axes Bendera et Kabimba qui, sont le théâtre des incursions de *Mai-Mai Biloze Bishambuke* et des *Mai-Mai Apa na Pale* auteurs d'enlèvements de civils, pillages et autres atteintes à la vie et à l'intégrité physique.

A titre illustratif, le 03 novembre à Lambo-Katenga (à 134 Km au nord-ouest de Kalemie), un *Mai-Mai Apa na Pale* muni d'une machette a été surpris en

flagrant délit de vols de récoltes dans le champ par un civil propriétaire dudit champ. Au cours du duel qui s'en est suivi, le milicien a tué le cultivateur.

Dans la localité de Kibanga sur l'axe Kabimba en date du 06 novembre, des *Mai-Mai Biloze Bishambuke* ont tendu embuscade à un camion à destination de Kabimba. Le chauffeur et son assistant employés d'une entreprise exploitant la cimenterie de Kabimba ont été enlevés. Les bourreaux ont exigé une rançon de 400,000 FC pour leur libération.

Le 10 novembre, dans un carré minier à Misudji sur l'axe Bendera, ces *Mai-Mai* ont fait pareil à une dizaine de creuseurs en leur extorquant de l'or.

Le 14 novembre 2023 dans la carrière de Tuasadji, sur l'axe Bendera, territoire de Kalemie, province du Tanganyika), des *Mai-Mai Apa na pale* munis d'armes létales et de flèches ont fait incursion dans la carrière minière du milieu, et ils ont infligé de traitements inhumains et dégradants aux creuseurs, les menottant, les frappant violemment en vue de leur extorquer de l'or.

Le 27 novembre 2023, des *Mai-Mai Apa na Pale* ont fait incursion dans le site minier artisanal dans le site minier de Mikamba (125 km au Nord de Kalemie) et ont pillé systématiquement toutes les habitations et ont emporté des biens de valeur.





KASAÏ, KASAÏ ORIENTAL ET KASAÏ CENTRAL

Violations et abus des droits							
Territoires	Violations du droit à la liberté	Violations du droit à la propriété	Violations du droit à l'intégrité physique	VBG	Conflits fonciers	Total	%
							
Kasai	114	142	315	254	8	833	57,68
Kasai oriental	20	40	42	7	1	110	7,62
Kasai central	21	208	139	97	36	501	34,69
TOTAL	155	390	496	358	45	1,444	100

- Environ **1,444 violations et abus** de protection perpétrées, dont près de 58% dans le Kasai, 34,69% dans le Kasai Central et 7,62% dans le Kasai Oriental ; soit une augmentation des violations de 17,39% dans les provinces par rapport au mois d'octobre 2023 où il y avait environ **1,230** violations dans les trois Kasais.
- De janvier à novembre 2023, **17,080** personnes ont été victimes de violations et abus dont **4,677** femmes, **7,744** hommes et **4,659** enfants.

KASAI

- Les principales violations sont respectivement les violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, les violences sexuelles et basées sur le genre et les violations du droit à la propriété.
- **Le territoire de Luebo** fait toujours face à des conflits liés à l'exploitation des forêts. La mort d'un homme d'une trentaine d'année dans le village Katulu serait liée à ses conflits.
- **Kamako** : Selon la DGM, 1,159 personnes ont été expulsées en novembre par l'Angola au niveau du poste frontalier de Kamako (dont 1068 Hommes, 68 femmes, 11 garçons et 12 filles).

De janvier 2023 à nos jours, au moins 17,430 personnes ont été expulsées par l'Angola à travers cette frontière.

KASAÏ CENTRAL

- Dans le **territoire de Kazumba**, le 04 novembre 2023, le décès d'un pasteur dans des conditions inconnues a été l'objet d'affrontements dans le village Gatepa, Groupement Kabawu, Chefferie Bashi Ghakiema, Secteur Kavula. Les affrontements ont entraîné plus de 20 maisons incendiées et le déplacement forcé de populations.
- Le 27 novembre 2023 en **territoire de Dibaya**, un conflit champêtre ayant opposé le groupement de Bena Kalenga à celui de Bena Tshiteka dans le secteur de Kasangidi a causé deux morts, deux personnes capturées, 8 personnes gravement blessées et des déplacements des populations de part et d'autre.

PROVINCES DE KWANGO, KWILU, MAÏ-NDOMBE

Provinces	Violations et abus de droits					
	Droit à la propriété	Droit à l'intégrité physique	Violation du droit à la liberté	VBG	Total	%
Kwango	8	0	0	2	10	5
Kwilu	40	34	28	28	130	63
Mai-Ndombe	31	15	9	12	67	32
TOTAL	79	49	37	42	207	100

- **207 violations et abus** ont été documentées durant le mois de novembre³ : 79 violations du droit à la propriété, 49 violations du droit à l'intégrité physique, 37 violations du droit à la vie et à l'intégrité physique, 42 cas de violences basées sur le genre. Comparativement au mois précédent durant lequel **178** violations ont été rapportées, il ressort une augmentation de **29 violations (16%)**.

³ SAR - Système d'Analyses et Réponses UNHCR





- De juin (période à partir de laquelle les alertes relatives aux violations des droits de l'homme ont commencé à être rapportées) à novembre 2023, **741** violations et abus ont été enregistrés dans les trois provinces. Les forces de sécurité et de défense sont incriminées dans **168** violations dont **146 cas attribués aux FARDC** et **22 cas à la PNC**.

Il s'agirait pour les FARDC principalement de violations du droit à la propriété (112 cas), violation du droit à la vie et l'intégrité physique (4 cas), agressions sexuelles (3 cas), arrestations arbitraires/détention illégale (27 cas).

S'agissant de la PNC, les violations commises seraient des arrestations arbitraires/détention illégale (19 cas), agressions sexuelles (2), taxes illégales (1).

- Plusieurs violations alléguées aux miliciens Mobondos sont rapportées dans les provinces de Maï-Ndombe, Kwilu, Kwango.

A titre d'illustration, le 11 novembre 2023, 2 personnes ont été enlevées par les miliciens Mobondo à Kinsele, village situé sur la RN17, entre Mongata et Masiambio, dans le territoire Kwamouth (province de **Maï-Ndombe**) ; elles ont été retrouvées mortes dans la brousse le 15 novembre.

11 novembre 2023, au village Muwe, dans le territoire de Bagata, (province de **Kwilu**) les FARDC ont neutralisé 8 assaillants Mobondo qui tentaient de traverser la rivière Kwango pour aller se cacher dans la forêt de Kwamouth.

Dans la nuit du 13 au 14 novembre, une incursion des miliciens Mobondo aux villages Yoso et Kie (moins 27 km de Mbankana, dans la zone de santé de Maluku 2) a causé la mort de 9 personnes et l'incendie de plusieurs maisons.

- Les mouvements forcés de populations se sont poursuivis dans les zones. Cependant, l'identification des PDIs et la disponibilité des données demeurent le défi majeur. Le Commissariat Général des Actions Humanitaires, Culture et Art de la province du Kwilu a tout de même précisé que **53,492 PDIs** ont été identifiées dans sa province.

LIMITATIONS

- Cet aperçu est rédigé sur une base mensuelle à partir des informations et des rapports envoyés par les partenaires, ainsi qu'à travers les échanges et des discussions avec les partenaires opérationnels. Les données de suivi de la protection sont utilisées tout au long du rapport telles que disponibles aux dates de rédaction/publication.

- Ce rapport fournit une vue d'ensemble des développements clés, illustrés par des exemples de violations des droits de l'homme et des points clés du plaidoyer et n'inclut pas tous les incidents et violations survenus au cours de la période. Les chiffres du suivi de la protection peuvent ne pas correspondre aux derniers développements pour diverses raisons, notamment l'insécurité dans de nombreuses zones de conflit, qui rend impossible la collecte de données. Les chiffres finaux seront publiés à travers les différents mécanismes de rapportage établis.

- Si vous avez des commentaires ou des informations pour compléter et améliorer le rapport, merci de bien vouloir nous contacter.

